



Président de la Fédération nationale porcine (FNP)

«Il faut répercuter l'augmentation du coût de production»

La production porcine française est en crise depuis plus de trois ans. La conjoncture de ces dernières semaines, et en particulier la flambée du prix des céréales, met en péril des exploitations aux trésoreries déjà fragilisées. Réactions de Jean-Michel Serres, président de la Fédération Nationale Porcine (FNP). Des actions syndicales sont envisagées, notamment contre les entreprises d'abattage-découpe.

Les producteurs de porcs sont inquiets de la conjoncture. Quelle est leur situation actuellement ?

Le marché européen est difficile, avec pour 2010 des prix en baisse par rapport à 2009, excepté en Espagne et au Danemark où les cours sont stables, voire en légère augmentation (respectivement +0,74 % et +1,63 % sur les sept premiers mois de 2010, selon le Marché du Porc Breton (MPB), ndlr). Ce sont les producteurs français qui subissent la plus forte baisse, avec un recul de plus de 4 % sur le prix de 2009. La crise que vivent les éleveurs français s'illustre au Marché du Porc Breton par l'attitude de quelques entreprises qui imposent ou cherchent à imposer des baisses de prix en plein été, alors même que la consommation permettrait de tirer les cours vers le haut ! Cela a de lourdes conséquences pour les éleveurs. Ils perdent une occasion de reconstituer leurs trésoreries.

Dans ce contexte, comment percevez-vous la hausse du prix des céréales ?

La flambée des cours des céréales est une catastrophe dans les conditions de prix actuelles, et à plus forte raison si le prix du porc devait baisser cet automne ! Nous tendons vers un scénario 2007 que les producteurs de porcs ne peuvent pas supporter, leurs trésoreries étant aujourd'hui exsangues ! En outre, les principales mesures de gestion de crise (prêts de reconstitution de fonds de roulement, prêts bonifiés de consolidation,

etc.) ont déjà été utilisées et génèrent des remboursements. Un prix du blé à plus de 200 /t départ exploitation représente une augmentation du coût de production du kilo de carcasse supérieure à 20 centimes d'euro, ce qui est insupportable.

Quelles solutions voyez-vous à ces difficultés ?

Il va être indispensable de répercuter l'augmentation du coût de production, sous peine de voir disparaître une partie importante de la production française. Pour ce faire, l'action démarrée cet hiver sur la marque VPF – Viande de Porc Française – doit être amplifiée, en particulier sur les produits de charcuterie. Il est nécessaire d'en augmenter la plus-value, avec un retour direct à l'éleveur. Il faut aussi arrêter la multiplication des CCP (Certification de conformité produit – viande de porc) et mobiliser toute la filière sur VPF uniquement.

La production française souffre de distorsions de concurrence intra-communautaires. La France devient un acteur de second plan sur le marché de l'Union européenne (UE). Elle ne peut donc plus se permettre de se disperser dans de multiples signes de qualité qui ne règlent pas les difficultés des éleveurs et n'enrayent pas la perte de compétitivité de la filière. Cette situation relancera inévitablement le débat sur la contractualisation.

Envisagez-vous des actions syndicales ?

Je pense que les éleveurs de porcs vont s'inspirer de l'action exemplaire des producteurs de lait de ces derniers jours. Je vois deux objectifs prioritaires : d'une part, les entreprises d'abattage-découpe qui ignorent les graves difficultés des éleveurs et n'ont d'autre objectif que de baisser le prix payé aux producteurs, et d'autre part, la Fédération française des Industriels Charcutiers Traiteurs (FICT) qui a refusé d'accompagner l'action Viande de Porc Française (VPF).